



**ÉDUCATION FORMATION
RECHERCHE PUBLIQUES**

COMMUNIQUÉ de PRESSE

CP n° 9 du 6 octobre 2026

Lycées : un temps démocratique, ça se prépare !

Les annonces du Premier ministre suscitent la stupeur des personnels de direction, qui découvrent dans les médias qu'ils doivent organiser, dès demain, des temps de démocratie interne dans leurs lycées. Alors qu'ils travaillent à préparer, avec leurs équipes, les services académiques et les rectorats, une reprise adaptée à chaque établissement, cette annonce vient bousculer les démarches engagées et leur impose une demande difficilement tenable dans un tel délai. Le gouvernement doit reconnaître le travail déjà accompli, et donner aux personnels le temps et les moyens de construire le dialogue avec les élèves.

Depuis le début des événements, la CFDT Éducation Formation Recherche Publiques demande l'ouverture d'un dialogue avec les lycéennes et les lycéens et appelle au retour au calme.

Donner la parole aux élèves est nécessaire, mais demander aux personnels d'organiser ces échanges du jour au lendemain, c'est méconnaître la réalité de leur travail et la diversité des situations.

Certains établissements ont subi des violences importantes, des personnels ont été agressés, des locaux ont été saccagés. Dans d'autres, les mobilisations se sont déroulées pacifiquement. D'autres encore n'ont connu aucune mobilisation. Le dialogue et la reprise ne peuvent donc être organisés de la même manière partout.

Pour la CFDT, la première étape doit être un temps entre professionnels. Les personnels de direction, les enseignant·e·s et l'ensemble des personnels éducatifs doivent pouvoir se retrouver, parler de ce qu'ils ont vécu, analyser la situation de leur établissement et préparer ensemble l'accueil et les échanges avec les élèves. Les services académiques doivent leur apporter un soutien effectif, y compris sur le plan psychologique.

La reprise doit être adaptée à chaque situation. Elle doit être progressive si les personnels de direction et leurs équipes le jugent nécessaire. Dans les établissements saccagés, il faut organiser les conditions matérielles de l'accueil et donner aux équipes, aux élèves et aux familles des garanties concrètes. L'expertise des personnels et l'intelligence collective locale doivent être reconnues.

.../...

sgen.cfdt.fr FÉDÉRATION CFDT Éducation Formation Recherche Publiques
47-49 avenue Simon Bolivar
75950 Paris cedex 19

Contact presse : Aline Noël
Tel : 01 56 41 51 10 – 06 42 20 18 81
contact-presse@efrp.cfdt.fr

Écouter les lycéen·ne·s engage à leur répondre. Les établissements peuvent faire émerger une parole, construire des propositions et agir sur leur organisation. Ils ne peuvent répondre, seuls, à toutes les attentes. Le remplacement des personnels, la rénovation des bâtiments ou les conditions d'accès à l'enseignement supérieur engagent l'État et les collectivités.

Le gouvernement devra, lui aussi, donner suite aux revendications qui émergeront. Se contenter de recueillir la parole sans apporter de réponses à la hauteur des difficultés exprimées risquerait d'ajouter du ressentiment à la défiance.

La CFDT réclame depuis de nombreuses années des temps réguliers de discussion, de débat et de régulation dans les établissements. Leur existence permettrait aujourd'hui de s'appuyer sur des pratiques et une confiance déjà construites. La démocratie lycéenne doit vivre dans la durée.

L'éducation demande du temps. Reconstruire la confiance aussi. Imposer un calendrier sans donner aux équipes le temps de préparer les échanges fragilise l'objectif même du dialogue. Le gouvernement doit permettre aux personnels et aux jeunes de le construire dans de bonnes conditions et assumer ses responsabilités dans les réponses attendues.

Imaginer que cette seule initiative puisse être le solde de tout compte face aux attentes fortes exprimées par la mobilisation lycéenne serait illusoire.

Contacts

Lætitia Aresu, secrétaire générale

Sylvie Perron, secrétaire nationale